Document généré le 1 juin 2025 08:55

Études internationales

R. Evan Ellis, 2009, *China in Latin America. The Whats and Wherefores*, Boulder, CO, Lynne Rienner , 329 p.

Raúl Bernal-Meza

Volume 42, numéro 1, 2011

URI : https://id.erudit.org/iderudit/045898ar
DOI : https://doi.org/10.7202/045898ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Bernal-Meza, R. (2011). Compte rendu de [R. Evan Ellis, 2009, *China in Latin America. The Whats and Wherefores*, Boulder, CO, Lynne Rienner , 329 p.] *Études internationales*, *42*(1), 149–151. https://doi.org/10.7202/045898ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

internationale de la francophonie (OIF), plusieurs fois modifiée en son article 3 alinéa 3, « … le statut international du Québec demeure donc bien encadré par l'État membre canadien et ne peut être vraiment opérationnel sans un minimum de concertation entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec ». Ainsi, selon l'auteur, même l'entente conclue en mai 2006 entre le Québec et le gouvernement fédéral sur la participation du Québec dans la délégation canadienne à l'UNESCO n'est en fait qu'une habile stratégie politique pensée par le gouvernement de cette fédération à l'intention des citoyens québécois.

Le mérite du livre de Jean-François Payette est de s'interroger sur le concept de paradiplomatie identitaire et sur ses conditions de possibilité dans le contexte québécois pour asseoir une vraie politique extérieure. On aurait aimé plus de détails et de développements sur des cas comparables comme celui de la Flandre en Belgique et de la Catalogne en Espagne. Mais le talon d'Achille de ce concept de paradiplomatie identitaire est de savoir comment un État fédéré comme le Québec dans une structure fédérale comme le Canada peut bâtir une politique extérieure sans l'ingérence de l'entité fédérale. C'est un très bon livre qui, malgré quelques développements théoriques assez poussés, se lit facilement et peut intéresser à la fois les spécialistes des relations internationales et un public plus large de non-initiés qui veulent en savoir davantage sur les entités infraétatiques parties prenantes de la vie internationale.

Papa Samba NDIAYE

Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal, Montréal

RÉGIONS — AMÉRIQUES

China in Latin America. The Whats and Wherefores

R. Evan ELLIS, 2009, Boulder, CO, Lynne Rienner , 329 p.

L'ouvrage aborde les relations entre la République populaire de Chine (RPC) et l'Amérique latine et les Caraïbes, et se concentre notamment sur des objectifs économiques et politiques des deux côtés. Cette lecture est basée sur deux visions complémentaires : le rôle croissant de la Chine dans la région fait que l'Amérique latine serait en train d'affirmer son indépendance politique vis-à-vis des États-Unis et de la domination économique des institutions occidentales ; ensuite, les relations bilatérales de l'Amérique latine avec la RPC répondent à une ambition géopolitique à long terme de Beijing et le résultat pour l'Amérique latine peut être le remplacement d'une dépendance par une autre.

En sept chapitres, y compris la présentation et les conclusions, l'auteur examine la nature de ces relations qui ont eu un impact différent, positif ou négatif, sur tous les pays de la région, y faisant des gagnants et des perdants.

Chaque relation bilatérale est examinée dans son contexte historique et selon différentes dimensions : l'histoire, les relations politiques et diplomatiques, la communauté locale chinoise, la coopération et les projets d'infrastructures, le gouvernement, les affaires et les réseaux intellectuels.

Le principal objectif des pays de la région a été le commerce d'exportation, mais tous n'ont pas réussi à pénétrer le marché chinois. La plupart des produits

de base de la région destinés à l'exportation ont vu leurs prix internationaux enregistrer une forte hausse, précisément par la demande croissante de la Chine pour les produits alimentaires, les minerais et l'énergie. Ainsi, la RPC a influé sur les prix internationaux et les conditions commerciales dans le secteur extérieur de l'économie de ses partenaires.

D'après les interactions économiques examinées dans ce livre, il est évident qu'un modèle de spécialisation de commerce est en train de se dessiner où chacun a tendance à exporter les biens pour lesquels il dispose d'avantages comparatifs.

Selon les recherches de l'auteur, le fait que les Chinois cherchent activement à progresser dans la chaîne de production à valeur ajoutée dans des domaines tels que les ordinateurs, les automobiles et les avions, tandis que l'Amérique latine connaît un processus progressif de « désindustrialisation », montre que l'avantage comparatif est un processus dynamique dont l'évolution et le résultat dépendent des décideurs politiques et des opérateurs économiques individuels.

Les régions de l'Amérique centrale, les Caraïbes et le Mexique présentent un caractère stratégique pour la Chine : leur position géostratégique par rapport aux États-Unis et la question de Taïwan, en plus des composantes commerciales et militaires, qui sont des éléments importants pour la sécurité de Washington. En ce qui concerne Taïwan, près de la moitié des pays du monde qui reconnaissent cette République de Chine se trouvent en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ainsi, ces pays montrent le paradoxe que, malgré la signification réduite qu'ils ont en termes économiques et commerciaux pour la Chine, leur importance politique et stratégique est considérable dans le différend entre les deux Chines.

À Cuba, la RPC, par des moyens différents, en est venue à occuper la place que l'URSS avait tenue pendant la guerre froide. Pour Ellis, certaines villes cubaines peuvent être utilisées par la RPC comme points de collecte de renseignements. Si les relations avec l'île sont importantes, elles n'occupent cependant pas une position dominante dans le contexte des relations de Pékin avec le reste du continent. Même si Cuba est important pour la Chine dans sa volonté de se présenter idéologiquement comme une solution alternative aux États-Unis et malgré le fait que Cuba puisse être une position stratégique dans un éventuel conflit militaire entre les deux pouvoirs, l'auteur fait valoir que la Chine est plus nécessaire à Cuba que Cuba ne l'est pour la RPC.

Le livre aborde un sujet qui est relativement récent dans les analyses des relations internationales, mais qui a déjà été traité par plusieurs auteurs dans différentes langues. La nouveauté et la contribution de ce livre sont le traitement désagrégé des relations sino-latino-américains et sino-caribéennes région par région et pays par pays. Il s'agit d'une présentation exhaustive de données, d'informations statistiques et de descriptions des liens de la Chine avec chaque pays ; avec plus de détails, l'ouvrage a très bien développé l'analyse de ce qu'on appelle des « puissances moyennes », le Brésil et l'Argentine. Cependant, l'analyse des relations sino-latino-américaines et sino-caribéennes n'est guère placée dans un contexte global qui permettrait de déterminer comment elles

se situent en ce qui concerne les questions globales et l'agenda mondial.

Le livre conclut que la République populaire de Chine est devenue un partenaire important qui contribue de façon substantielle à la croissance économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais que l'avenir peut apporter des déséquilibres majeurs. À mon avis, certains exemples montrent déjà l'émergence d'un nouvel axe Nord-Sud.

Raúl BERNAL-MEZA

CERIAL, Mendoza, Argentine

EUROPE

Vivre et penser la coopération transfrontalière. Les régions frontalières françaises

Birte WASSENBERG (dir.), 2010, vol. 1, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 219 p.

Par son approche résolument interdisciplinaire et internationale, l'ouvrage renouvelle et enrichit les études de la coopération transfrontalière dans un contexte européen. Le travail présenté synthétise un cycle de recherche pluriannuel sur des thématiques relevant de la coopération transfrontalière ; il concrétise, surtout, l'une des abondantes passerelles qui lient chercheurs et praticiens des relations internationales. Cette contribution collective se distingue par l'origine interculturelle (allemande, suisse et française) de ses auteurs, qu'ils soient universitaires – historiens, juristes, sociologues, politologues et économistes – ou bien acteurs de cette coopération. Le propos permet, ainsi, de croiser les approches scientifique, administrative et politique de trois points de vue nationaux. D'ailleurs, plusieurs parties de l'ouvrage sont présentées en français, en allemand et en anglais.

Depuis le milieu du 20e siècle, surmonter les frontières est le but poursuivi par la coopération transfrontalière régionale en Europe. Or, en dépit d'une place secondaire dans les documents officiels et les stratégies de développement de la Commission de Bruxelles, les régions frontalières européennes sont appelées à jouer un rôle de premier plan dans le processus d'intégration, et ce, davantage encore depuis l'élargissement à l'Est de l'Union. Par la grande variété d'expériences qui les caractérisent, les régions frontalières françaises font, à cet égard, figure d'exemples. Les territoires transfrontaliers servent de témoins et de laboratoire à l'intégration européenne, les résultats y étant particulièrement visibles (corridors transnationaux). À travers un regard singulier sur la région franco-germano-suisse dans l'espace rhénan, les auteurs s'emploient à répondre à trois principales interrogations : Où sont les origines de la coopération ? Qui sont les acteurs ? Quels sont ses fondements théoriques et politiques ?

D'abord, la coopération transfrontalière trouve son origine dans la fonction westphalienne de la frontière. Aucune coopération n'est envisageable sans frontières stables et reconnues réciproquement, ce qui fit défaut jusqu'à la fin des années 1950 en raison de l'attachement au concept d'unité nationale, des conquêtes territoriales et de la montée des séparatismes. Ainsi, il a fallu attendre 1980 pour que le terme même de « coopération transfrontalière » soit officiellement retenu par la Convention-cadre de Madrid du Conseil de l'Europe. Cet accord a rapidement été dépassé avec les accords de Schengen qui ont véritablement permis la libre circulation dans l'Union européenne ou la Suisse, mais qui ont été négatifs pour tous les pays